Équateur : campagne pour la libération de Floresmilo Villalta

Floresmilo Villalta est un agriculteur de 63 ans qui, avec beaucoup d'autres comme lui, subit depuis 1997 la persécution, les menaces et les agressions de l'entreprise forestière BOTROSA, pour le seul fait de réclamer la restitution de ses terres illégalement octroyées en concession à la compagnie mentionnée.

Les paysans réclament depuis des années que le gouvernement les protège contre les agressions de BOTROSA et garantisse leur sécurité, du fait que leurs droits ont été légalement reconnus par le Congrès national, le Ministre fiscal et le Tribunal constitutionnel qui ont statué en leur faveur. (Voir appel à l'action de mai 2003 sur (version en anglais) : http://www.wrm.org.uy/alerts/may03.html).

Pourtant, au lieu de récupérer leurs terres et de recevoir les compensations correspondantes, comme décidé par le Ministère public, Floresmilo Villalta et 14 autres paysans ont été accusés par BOTROSA d'actes terroristes.

En ce moment, la vie de Floresmilo est en danger, car il a été mis en prison et menacé de mort à l'intérieur de la prison d'Esmeraldas, en Équateur. C'est pourquoi nous demandons que des messages d'appui soient envoyés, déclarant que l'entreprise forestière BOTROSA et le gouvernement national sont responsables de l'intégrité physique de Floresmilo, et demandant la libération immédiate des paysans détenus.

Les lettres doivent être adressées à : Dr. Victor Guilcapi, Presidente de la Corte Superior de Esmeraldas, fax (593-6) 271 1002, et à : Ing. Raúl Baca Carbo, Ministro de Gobierno, fax (593-2) 258 0067, tél. 258 4914.

Nous transcrivons ci-dessous la lettre envoyée par Me Patricio Benalcázar Alarcón, président de la Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos – Fédération internationale des droits de l'homme INREDH – FIDH Équateur.

Quito, le 19 mars 2004

Me Victor Guilcapi Camacho
Président
Cour supérieure d'Esmeraldas
Esmeraldas

Monsieur le Juge,

Nous souhaitons porter à votre connaissance la violation des lois commise par le représentant du Ministère public d'Esmeraldas siégeant à Quinindé, Me Ider García Delgado, et l'action du juge du pénal de Quinindé, Me Germán Moya Mondragón, à l'encontre de FLORESMILO VILLALTA, agriculteur de 63 ans qui subit, depuis 1997, des persécutions, des menaces et des agressions de la part de l'entreprise forestière BOTROSA.

Les faits mentionnés ont été confirmés par le Tribunal constitutionnel, le Défenseur du Peuple, la Commission des Affaires indigènes et la Commission de fiscalisation et de contrôle politique du Congrès national, le Contrôleur général de l'État, le Ministère de l'Environnement et la Commission de contrôle civique contre la corruption. Le procureur Mariana Yépez a de son côté ouvert un dossier de procédure sur cette affaire. Tous ces documents publics signalent que FLORESMILO VILLALTA et d'autres agriculteurs de la région ont été expulsés de leurs parcelles et doivent être indemnisés, et reconnaissent en outre que l'entreprise occupe illégalement des terres appartenant au Patrimoine forestier de l'État dans le secteur concerné par le conflit avec les paysans.

Ces antécédents indiquent que FLORESMILO VILLALTA est victime d'une persécution de la part de l'entreprise forestière BOTROSA qui utilise à ces fins son pouvoir économique et politique. Cette victime, qui doit être indemnisée comme signalé par l'État par l'intermédiaire de ses institutions, se retrouve en revanche accusée d'être « l'auteur intellectuel » d'actes terroristes, sur la base du seul témoignage de l'entreprise BOTROSA présenté par son représentant légal, Pedro José Arteta.

Pour les raisons exposées, nous demandons la libération immédiate de FLORESMILO VILLALTA, la révision par la Cour Supérieure de l'affaire en cours, et celle de l'action du Procureur et du Juge dans tous les autres procès intentés contre FLORESMILO VILLALTA et 14 autres agriculteurs au 4e Tribunal pénal de Quinindé. Nous rappelons qu'il existe déjà une plainte déposée auprès du Conseil du Greffe par l'ancien Défenseur du Peuple, Me Raúl Moscoso, au sujet des procédures suivies dans le tribunal mentionné à l'encontre de FLORESMILO VILLALTA et d'agriculteurs du secteur de Golondrinas et de la paroisse de Malimpia.

Notre organisation entend suivre de près le procès illégitime intenté contre FLORESMILO VILLALTA.

Me Patricio Benalcázar Alarcón
Président de l'INREDH – FIDH Équateur

c.c. Me Hugo Quintana, Président de la Haute Cour